

Mobilisations lycéennes :

la FNEC FP-FO reçue au ministère

Montreuil, 2 octobre 2026

Jeudi 1^{er} octobre, une délégation de la FNEC FP-FO a été reçue en urgence par le cabinet du ministre de l'Éducation nationale afin d'exprimer son soutien aux mobilisations et aux revendications des lycéens et de demander l'arrêt de la répression. Nous avons demandé audience en urgence et avons été reçus le 1^{er} octobre. Nous avons proposé à d'autres organisations syndicales enseignantes de s'y associer. Elles n'étaient pas disponibles, mais nous avons la volonté d'agir ensemble. Une visioconférence a été organisée par le ministre le 2 octobre pour l'ensemble des organisations syndicales.

Interventions de la FNEC FP-FO :

La situation est en train de s'étendre, dans la quasi-totalité des établissements. Nous ne sommes pas pour les violences. Nous apportons notre soutien à tous les personnels, en particulier les personnels de direction, tous les élèves, qui ont été blessés. Notre Confédération et notre Fédération cherchent les voies de la discussion. Nos syndicats, depuis lundi dernier sont déployés en soutien aux mobilisations dans la mesure où nous considérons que les revendications des lycéens rejoignent celles des personnels (baisse des effectifs, remplacement, locaux vétustes, abandon de Parcoursup...), mais aussi parce que les collègues veulent protéger les élèves de tous débordements.

En refusant de répondre aux revendications des personnels et des lycéens, en annonçant 1558 nouvelles suppressions de postes pour la rentrée prochaine, le gouvernement porte la responsabilité de la violence dont élèves et personnels sont victimes. Les agressions de fonctionnaires ne font pas partie des méthodes d'action de la FNEC FP-FO. Nos méthodes : ce sont les Assemblées générales, les cahiers de revendications, et la grève pour les faire aboutir. Nous sommes solidaires des personnels et des élèves qui ont été blessés ces derniers jours. La seule issue : la satisfaction des revendications.

Hier, le gouvernement a décidé de renoncer à faire payer 178 euros de droits annuels en BTS et 270 euros en classes préparatoires : par leur mobilisation légitime les étudiants et lycéens montrent la voie pour obtenir le retrait de la totalité du budget d'austérité.

Nous voulons que les élèves puissent exprimer leurs revendications en toute sécurité.

Nous avons vu la situation se dégrader et déraper dans certains endroits et c'est la réponse brutale aux revendications des lycéens qui fait que nous sommes là aujourd'hui. Nous nous sommes exprimés pour qu'il n'y ait pas de répression. Nous n'avons pas de problème avec les forces de police, mais des élèves plaqués au sol, gazés, visés par des tirs de grenades lacrymogènes ou de LBD, étranglés... cela crée une indignation qui monte de partout.

Lors du CSE le 1^{er} octobre, un vœu contre la répression à l'encontre des lycéens a été adopté par la quasi-totalité des organisations. Il faut l'entendre. Ce sont des jeunes, parfois mineurs, qui sont pris pour cible. On est pour que tout cela s'apaise. Il faut que le ministère aille également dans ce sens.

Il y a des élèves arrêtés qui se retrouvent dans les commissariats où les conditions de garde à vue ne sont pas évidentes. On demande la levée de toutes les garde à vue. Il y en a encore des dizaines aujourd'hui. Même quand nos camarades étaient là en protection mais ça n'a pas empêché des interpellations.

Nous demandons la levée des poursuites, des sanctions administratives.

Nous avons des témoignages de parents ou de lycéens qui nous font part de menaces qui leur ont été adressées de voir leur participation aux mobilisations mentionnée ou enregistrée sur Parcoursup. Nous demandons qu'il n'y ait pas de conseil de discipline et qu'il y ait un message net du ministère et du gouvernement qui soit envoyé dans ce sens. Pas de sanction administrative ou judiciaire.

Concernant les personnels

Nous nous interrogeons sur les instructions envoyées par les rectorats aux personnels de direction. Nos collègues d'ID FO nous font part du sentiment de se retrouver un peu seul, en première ligne. Et il y a des consignes qui ne sont pas les mêmes selon les académies ou les établissements. Les personnels de direction se trouvent démunis. Ils demandent des consignes claires et ne veulent pas se retrouver en position d'être responsables d'incidents potentiels parce qu'il n'y a pas eu de consignes claires.

Il y a aussi le fait que les personnels administratifs se voient confier la mission d'assurer la sécurité des établissements.

Vos annonces

Votre message sur les conseils de vie lycéenne ne répond pas à la situation. Il faut rapidement une rencontre entre le ministre et les syndicats lycéens.

De même, pour la fermeture des établissements et l'enseignement en distanciel. La FNEC FP-FO rappelle que les enseignants ne sont pas éligibles au télétravail et que l'enseignement en distanciel n'est pas cadré réglementairement. Tout cela ne peut donc reposer que sur le volontariat. Nous vous demandons d'intervenir pour le rappeler et stopper les exigences ou injonctions hiérarchiques.

Nos demandes

Il faut monsieur le ministre envoyer un message clair, public, pour dire que vous allez prendre en compte les revendications des jeunes, recevoir leurs organisations pour entendre les revendications, et suspendre toutes les mesures de sanction, de poursuite...

... / ...

Nous vous demandons de répondre aux revendications, entendre la colère qui monte. Une nouvelle mobilisation se prépare pour le 6 octobre. La FNEC FP-FO y prendra toute sa part.

La colère des lycéens n'est pas déconnectée de la colère qui monte partout, des pompiers, des électriciens gaziers, des Fonctionnaires, des pêcheurs... Tous refusent l'austérité, la paupérisation, le budget de guerre et d'austérité et les 54 milliards de coupe budgétaire. Le gouvernement doit entendre cette colère.

Réponse du ministre :

Nous sommes dans un phénomène inédit. D'un établissement à l'autre, il n'y a pas le même ordre de priorité. Je vais recevoir toutes les organisations et associations de parents et de lycéens.

Il y a des sujets locaux avec les collectivités comme par exemple la restauration. Sur les remplacements et la surcharge des classes, cela relève du ministère.

Je vais ouvrir une plateforme à destination des lycéens pendant 3 semaines pour recueillir les revendications avec 2 questions en champs libre : vos difficultés, vos attentes.

Tout sera analysé et open data. La phase d'analyse sera en conformité compatible avec le calendrier budgétaire. Nous avons +1,2 milliards pour l'Education nationale alors qu'il y a 54 milliards d'économie,

Sur le CVL, j'entends que cela ne fait pas tout mais ça existe et c'est un espace de discussion.

Concernant la dimension policière, cela relève du ministère de l'intérieur. Je suis en lien avec le ministre tous les jours. Il y a eu des consignes de très grande proportionnalité... 4 enquêtes de l'IGPN ont été déclenché notamment en lien avec les images épouvantables dont vous avez fait état. Sur les sanctions administratives, ce sera au cas par cas. Je dois protéger les personnels.

Concernant les fermetures d'établissement. Il y en a aujourd'hui 450 et ce n'est pas de gaité de cœur. La question de l'enseignement en distanciel n'est vraiment pas ma priorité. Je refuse une logique de flicage des enseignants d'autant plus qu'il peut y avoir dans la situation des traumatismes. Il n'y peut pas y avoir d'exigence de passer 7h de visio qui d'ailleurs ne servira à rien. Juste autant que faire se peut, essayer de garder le contact avec les élèves.